



## « École pour tous » Projet au Sénégal

En 2000, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire était de 67,2 % au Sénégal. Cependant, le taux d'achèvement du cycle primaire était inférieur à 50 %. La distance entre la maison et l'école, la priorité à accorder aux travaux de la maison, le manque de places dans les classes offrant un environnement agréable pour apprendre et enseigner, et un fort taux d'absentéisme parmi les enseignants constituaient autant de difficultés qui empêchaient les enfants de poursuivre leur scolarité jusqu'à l'obtention de leur diplôme.

Pour faire face à ce problème, en 2000, le gouvernement sénégalais a établi le Plan décennal de l'éducation et la formation et lancé la construction de salles de classe et d'autres améliorations de l'environnement d'apprentissage et d'enseignement. En 2002, le président du Sénégal a annoncé la décision du gouvernement de mettre en place dans chaque école des comités de gestion constitués de plusieurs parties prenantes telles que les parents, les enseignants et les responsables locaux.

L'idée était de réunir les écoles et les communautés pour s'attaquer aux problèmes de manière proactive afin qu'elles identifient par elles-mêmes les obstacles et qu'elles répondent aux questions jugées prioritaires. Mais dans la pratique, même après plusieurs années, les comités se sont révélés inefficaces ou n'ont pas été mis en place

dans de nombreuses régions. De nombreux points restaient flous pour les écoles et les communautés : ce qu'étaient exactement les comités de gestion scolaire ; comment les créer ; quel rôle ils devaient jouer ; et comment ils fonctionnaient au quotidien.

### DES AMÉLIORATIONS NOTABLES DE LA PERFORMANCE SCOLAIRE

La JICA – qui a obtenu de bons résultats en encourageant les initiatives de la communauté locale à travers les comités de gestion scolaire au Niger, ainsi qu'en Afrique occidentale depuis 2004 – a proposé une nouvelle coopération technique. En 2007, l'Agence a commencé le projet d'amélioration de l'environnement éducatif au Sénégal. Ce projet avait pour ambition d'améliorer l'efficacité des comités de gestion scolaire dans la région de Louga, où les conditions d'enseignement étaient particulièrement difficiles.

Le projet a permis une nette amélioration de l'accès et de la qualité de l'enseignement primaire dans les écoles ayant un comité de gestion efficace. Par rapport à la période précédant la mise en œuvre du projet, le taux de scolarisation a progressé de 16,1 % et le taux de réussite à l'examen de fin d'études primaires de 26 %. La deuxième phase a commencé en septembre 2010 pour consolider et



Le comité de gestion scolaire tient une réunion de résidents pour discuter des besoins et préparer un plan annuel.

étendre un modèle durable de comité de gestion scolaire plus efficace dans près de 9 000 écoles réparties dans les 14 régions du Sénégal. En 2011, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire atteignait 93,9 % et le taux d'achèvement du cycle primaire 66,5 % au Sénégal.

Le conseiller principal au Sénégal, Nobuhiro Kunieda, qui avait également travaillé sur le projet au Niger, a entrepris avec ses collègues du ministère de l'Éducation de former les administrateurs éducatifs au niveau régional et départemental. Ces administrateurs ont pour mission de soutenir la création de comités de gestion et de contrôler leur bon fonctionnement. Ces comités s'appuient sur une coopération entre les écoles et les administrateurs, les chefs de village, les autorités religieuses, les représentants de groupes de femmes et d'autres résidents. Grâce à cette large participation, le projet a été baptisé « École pour tous ».

Le rôle des comités de gestion consiste à organiser des réunions avec les résidents et à préparer des plans annuels. S'il n'y pas assez de bureaux pour les élèves, les acteurs locaux (dont les parents, les enseignants et les artisans) les fabriquent ; ils mettent également en place des campagnes pour promouvoir la scolarisation continue des filles. Ils organisent des classes supplémentaires pour les enfants qui ne peuvent pas suivre régulièrement les cours et aident les enseignants qui vivent loin des écoles. Leurs capacités à trouver les ressources pour en faire le maximum avec un minimum d'argent leur permettent de mener des activités durables à long terme.

À travers ces actions, de petits changements ont commencé à voir le jour à travers le pays. Un des résidents commente : « Avant, seulement le directeur et quelques parents participaient à la gestion de l'école et le reste d'entre nous ne savions pas ce qu'ils faisaient. Maintenant, l'information est publique. Tout le monde participe. »

### PRÉVOIR LES PROCHAINES ÉTAPES

La JICA redouble d'efforts pour améliorer l'accès à l'enseignement primaire, l'un des objectifs du Millénaire pour le développement. Aujourd'hui, le Sénégal est un modèle de réussite dans ce domaine. Dans les régions de Fatick et Kaffrine, où les comités de gestion scolaire commencent à bien fonctionner, l'environnement d'enseignement et d'apprentissage des élèves et des enseignants connaît des améliorations notables. Cela comprend la réparation des salles de classe et des autres installations scolaires, l'organisation d'examens blancs et l'achat de matériel pédagogique. Surtout, ces activités ne dépendent d'aucun soutien externe : les fonds, les ressources et le travail sont fournis par les écoles et les résidents de la communauté.

Dans le projet « École pour tous », la JICA souhaite aller au-delà de l'amélioration de l'accès à l'enseignement primaire et créer un modèle pour renforcer la qualité de l'éducation au sein du programme de développement de l'après-2015.



Les résidents votent pour élire les membres du comité de gestion scolaire (à gauche) ; logements de fonction des enseignants fournis par la communauté.